

1 mai 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, notamment sur l'enjeu du deuxième tour, à Cagnes vendredi 1er mai 1981.

Mes chers amis de Cagnes, et aussi sans doute un peu de Nice et de Cannes, et d'Antibes, et de toutes les Alpes-Maritimes ! (applaudissements) tout à l'heure bien entendu à Toulon, j'aurai un mot pour les Varoises et pour les Varois, je vous remercie d'abord de m'offrir ici un spectacle qui est doublement encourageant : encourageant du côté de la salle, parce que nous sommes le 1er mai et vous auriez pu vous consacrer au repos habituel de cette grande fête alors que vous êtes venus m'écouter et me témoigner ainsi de votre soutien qui m'est précieux et dont je vous remercie. (applaudissements)

Les Services administratifs, souvent critiqués, en France, ont pris les dispositions nécessaires pour que le temps soit beau et c'est ce qui permet, bien que le chapiteau soit trop petit, que nous puissions accueillir au dehors toutes celles et tous ceux qui sont venus, et j'espère que ma voix leur parvient sans encombres... (applaudissements) Très beau spectacle dans la salle, très beau spectacle sur l'estrade (applaudissements), puisque voici sur cette estrade, en dehors d'Anne-Aymone, que vous avez sans doute reconnue (applaudissements) les 10 parlementaires des Alpes-Maritimes, parlementaires qui appartiennent tous à la majorité, c'est-à-dire 6 députés et 4 sénateurs, spectacle d'unité que d'ailleurs, j'ai observé hier dans la Seine-Maritime où je me trouvais, où il y avait la totalité de la représentation majoritaire et dans le Pas-de-Calais où il y avait la totalité de la représentation majoritaire et il s'ajoute ici d'autres personnalités, les unes venues de Corse... (applaudissements) sur l'estrade et au premier rang et les autres venus de la circonscription voisine du Var.. (applaudissements)

Mes chers amis, vous m'avez placé en tête de tous les candidats avec 8.200.000 voix, malgré l'usure bien connue du pouvoir et malgré l'ouragan des critiques qui s'est abattu sur le Président de la République... (applaudissements), je vous en remercie, mais vous avez maintenant une décision grave à prendre et cette décision, c'est tout le problème de cette semaine qui vient, elle doit être prise dans la clarté et je vous dirai que c'est la clarté que je veux apporter dans la dernière semaine du débat pour que chacune et chacun soient clairement informés des conséquences de leur choix, car ces conséquences peuvent être graves, et c'est pourquoi je compte à la fois sur vous qui serez mes relais dans les Alpes-Maritimes, et sur les grands moyens d'expression régionaux et nationaux, non pas bien entendu pour appuyer nécessairement ce que je dis, mais pour le transmettre intégralement aux Français.

Il y a un problème de communication simple, moi qui connais la situation et le sort de la France dans le monde, je sais que si les Français avaient les mêmes informations que moi, ce n'est pas une majorité de 52 %, de 53 % que nous aurions le 10 mai, c'est une majorité de 70% ! (applaudissements)

Il faut donc que vous soyez complètement informés. C'est pourquoi j'ai accepté pour mardi soir un face à face télévisé... (applaudissements) avec mon adversaire, consistant dans un débat direct entre nous. Je ne pose aucune condition sauf celle, d'ailleurs évidente, de l'égalité du temps de parole. Je me rendrai donc mardi à la télévision à l'heure qu'il a lui-même proposée pour ce débat.

Chacune et chacun d'entre vous doit être clairement informé des conséquences de son choix, car ce qui est en cause dans cette élection, ce n'est pas seulement, et je le dirai dans le discours que je prononcerai dimanche, ce n'est pas d'abord la désignation du Président de la République : à

je prononcerai dimanche, ce n'est pas d'abord la désignation du Président de la République : à partir de dimanche, je cesserai de faire campagne pour moi, je ferai campagne pour la France, car s'est son sort qui est en question. (applaudissements)

Nous vivons dans un monde difficile et dangereux et naturellement il est facile de l'oublier ici, facile de l'oublier dans les Alpes-Maritimes, avec votre soleil et votre douceur de vivre, facile de l'oublier en France, qui reste un des pays protégés contre la violence et la désorganisation dans le monde... (applaudissements)... mais il y a peu de frontières à franchir pour trouver des situations dont vous savez bien qu'elles sont singulièrement critiques et dangereuses, non seulement sur le plan de la vie collective, mais aussi sur le plan de la vie individuelle.

Donc, n'oubliez pas au moment de choisir que nous vivons dans un monde difficile et dangereux. Je vous dirai d'abord ce que représenterait l'élection du candidat de l'opposition, je vous dirai ensuite, en réponse à M. Soveco ce que représentera l'élection du candidat de la majorité. Vous voyez d'ailleurs les finesses de la langue française qui permettent simplement par le jeu des verbes de préciser un certain nombre d'intentions !

Je remercie M. Soveco de m'avoir accueilli et de m'avoir introduit auprès de vous dans des termes qui étaient à la fois aussi chaleureux et aussi clairs. C'est un parlementaire qui a joué un rôle utile au cours des dernières années, il disait d'ailleurs : les Présidents de la République, les Gouvernements ont besoin de conseillers ; il a été l'un d'entre eux, puisqu'il a été chargé, vous le savez, d'une importante mission qui était celle de l'étude de la réforme de nos institutions judiciaires pour accroître la sécurité et la liberté en France et nous nous sommes largement inspirés des conclusions de ses travaux... (applaudissements)

L'élection du candidat de l'opposition entraînerait trois conséquences pour vous, je vais les répéter toute cette semaine, une sorte de règle de trois, parce que si vous les avez dans l'esprit, je suis sûr que vous ne ferez pas ce choix.

Première conséquence : la dissolution de l'Assemblée Nationale et 1^e désordre politique.

La deuxième conséquence : le gâchis économique et social accentuant le déficit, l'inflation et le chômage.

Et la troisième conséquence : le déclin de la France dans le monde.

Voilà ce que seraient les conséquences d'un tel choix (applaudissements)

Je reprends ces trois conséquences.

La dissolution de l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire de nouvelles élections fin juin et en juillet, si vous regardez le calendrier qui devra être respecté, prolongeant encore le festival électoral dans lequel la France vit depuis le début de l'année 1981, alors qu'elle a des problèmes fondamentaux à résoudre, et cette dissolution entraînera inévitablement la confusion et le désordre politiques.

Pendant sept ans, j'ai évité toute dissolution et toute crise politique et pourtant la situation n'était pas facile : nous avons la menace du programme commun en 1978, nous avons une situation de la majorité qui était difficile et à certains moments vulnérables, il n'y a eu ni dissolution, ni crise politique.

Regardez le symbole : dans le septennat de mon adversaire, dès le premier mois, dissolution, élections, c'est-à-dire le retour aux pratiques qui ont fait les malheurs et la faiblesse de la France dans le passé. (applaudissements)

Deuxième conséquence : le gâchis économique et social. Je redirai toute cette semaine, parce que je ne veux pas à nouveau que les Françaises et les Français nous disent : on ne nous avait pas prévenus ! Le gâchis économique et social entraînant l'accentuation du déficit, de l'inflation et du chômage, ceci est parfaitement clair.

Les promesses électorales faites et confirmées récemment entraîneront automatiquement l'augmentation des charges sociales et des impôts, et ce n'est pas la peine - je dirai à M. Soveco qui me disait : vous écoutez les leçons, je les écoute - de souhaiter la modération de ces charges si nous entrons ensuite dans une période où elles seront lourdement majorées.

Je ne veux pas dans une région comme celle-ci entrer dans le détail des mesures, mais je vous indique qu'il y a tout un catalogue de mesures fiscales en préparation et que, bien entendu, il faudra trouver des ressources. On croit en France que les ressources, ce sont les autres qui

paient, mais il n'y a pas beaucoup d'autres : si l'on veut avoir des ressources, il faut que les Français en grand nombre apportent leur contribution et ce sont donc les Français des catégories moyennes qui seront mis à nouveau à contribution.

Pour les charges sociales, vous avez dû lire dans le grand quotidien régional ce qui était proposé comme prestations nouvelles. Vous pouvez prendre un crayon, faire le calcul, cela représente 6 points de cotisations sociales de plus en année pleine que devront payer les commerçants, les artisans, les petites entreprises et les salariés, et je pose la question : nous souhaitons - j'y reviendrai - régler le problème de l'emploi, notamment le problème de l'emploi des jeunes, mais si on applique de telles mesures, si on majore comme on le propose le SMIC de 33% à partir du mois de juin, je vous laisse réfléchir à ce que cela veut dire pour les entreprises petites et moyennes, pour l'agriculture alors qu'elle emploie des salariés agricoles, pour l'artisanat qui a quelques travailleurs avec lui, si on augmente le SMIC de 33 %, quelle sera l'entreprise française qui pourra investir, quelle sera l'entreprise française qui pourra embaucher, alors qu'on aura donné un droit de veto au Comité d'entreprise sur l'embauche et sur le licenciement dans toutes les entreprises françaises ?

Je vous pose la question : Qui investira ? Qui embauchera ? Qui offrira du travail aux 750.000 jeunes françaises et jeunes français qui vont venir se présenter à l'automne sur le marché du travail, puisqu'ils auront achevé leurs études ?

La France redeviendrait avant la fin de 1981 l'homme malade de l'Europe et cette France, qui a été portée au premier rang en Europe par l'action de mes prédécesseurs et, aussi, dans une certaine mesure par la mienne, rejoindra peu à peu le centre du peloton et à la fin, comme jadis, la queue du peloton.

Certains s'imaginent qu'ils pourront profiter de la pagaille. Qu'ils perdent cette illusion ! Je sais qu'on fait souvent le raisonnement... Je n'assiste pas naturellement aux conversations privées de toutes les Françaises et de tous les Français... Je le regrette, parce que je leur apporterais des arguments, (...) suivant : au fond, on peut faire un petit tour de valse avec le désordre, on fera ce petit tour de valse pendant un an ou deux, et puis les choses finiront par s'arranger ! Mais n'oubliez pas qu'on vit dans un monde dangereux, et cela me fait penser à un conte russe où il y a comme cela, un jeune homme insouciant auquel on dit : faites attention, il y a dans cette salle une valseuse dangereuse... et dans le conte, c'est la mort... mais lui ne veut pas s'en méfier, il dit : j'aime la valse, je vais faire mon petit tour de valse, et puis elle lui enfonce ses griffes dans les bras... et elle ne le lâche plus jamais !

Dites-vous que si nous faisons entrer le désordre dans les institutions de la France, dans nos entreprises, dans nos forces de sécurité, dans notre éducation et je me souviens de ce qui s'est passé à Nice au cours des dernières années, et d'ailleurs de ce que votre Municipalité m'avait signalé lors de mon dernier passage et que j'ai résolu, - ce ne sera pas pour un petit tour de valse, il durera en France de longues années ! { applaudissements)

Troisième conséquence : l'abaissement de l'autorité de la France sur le Plan international. Quels seront les titres des journaux internationaux le lundi 11 mai, si mon adversaire est élu ? On dira : M. Untel est élu avec l'apport des voix communistes. C'est cela que la presse internationale écrira et la France sera le seul pays d'Occident à avoir un chef d'Etat qui aura dans son corps électoral une proportion importante d'électeurs communistes, et d'électeurs qui ont l'intention de faire sentir leur poids.

D'ailleurs, M. Sovéco le rappelait tout à l'heure, certains se disent : le Parti communiste a un peu baissé au premier tour, il faudrait d'abord savoir s'il a vraiment baissé et si ce ne sont pas des voix qui se sont, dès le premier tour, portées sur le candidat socialiste pour en éviter l'élimination, mais de toute façon il restera un parti puissant, vigoureux, organisé qui, précisément, pour faire sentir son existence, cherchera à la manifester et à l'imposer dans les premières semaines du nouveau Gouvernement.

Un Président élu grâce aux voix communistes ne peut avoir aucune autorité en Europe.

(applaudissements) J'ai participé à tous les Conseils européens, vous avez d'ailleurs des élus européens des Alpes-Maritimes, ils peuvent vous dire qu'un tel Président n'aura aucune autorité,

aucun crédit dans les grands débats difficiles qui attendent l'Europe, aucune autorité vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique, dont vous connaissez, à l'heure actuelle, la politique, alors qu'avec ce Président je peux traiter d'égal à égal... (applaudissements), et aucune autorité vis-à-vis de l'autre super puissance, l'Union Soviétique, avec laquelle nous devons, chaque fois que c'est nécessaire, pouvoir avoir un dialogue haut niveau, mais où chacun soit indépendant de l'autre et où chacun ait sa liberté totale de décision et d'expression. (applaudissements)

Et voilà.. La France rentrera dans le rang des pays en déclin, et les quelques centaines de milliers de Français qui l'auraient fait, à l'automne prochain, se garderont bien de rappeler leur vote et ils se mêleront aux autres en disant : vous savez, ce n'est pas nous, nous ne voulions pas une décision de cette nature; Eh bien, s'ils ne la veulent pas pour septembre ou pour octobre, de grâce qu'ils nous l'épargnent en mai ! (vifs applaudissements)

Je vais vous rappeler deux choses : d'abord, les Français croient toujours qu'ils sont protégés, cela tient au fait que nous avons eu pendant très longtemps; cela ne remonte pas jusqu'à l'origine de Cagnes s/Mer, mais nous avons eu pendant longtemps le régime le plus stable et le plus fort d'Europe qui s'est ensuite prolongé par l'Empire, ce qui fait que les Français, ayant toujours eu un pouvoir fort, se disent : après tout, on est protégés, on peut faire un peu ce que nous avons envie de faire, cela n'aura pas beaucoup de conséquences !

Or, dans le monde actuel, vous n'êtes pas protégés, vous n'êtes pas protégés contre les risques extérieurs et notamment vous n'êtes pas protégés en Afrique.. C'est moi qui, seul, ai pris les décisions pour protéger les Français ou les Européens en Afrique... (applaudissements), aucun autre et notamment, pas mon adversaire d'aujourd'hui car il s'est exprimé à l'époque, n'aurait pris une telle décision.

Nous ne sommes pas non plus protégés sur le plan économique devant la concurrence internationale, si nous avons pas un pouvoir assuré et énergique, car la concurrence peut venir dévaster des secteurs entiers de notre économie nationale.

Et la deuxième chose que je voulais vous rappeler, là aussi c'est presque inutile, Soveco l'a dit avant moi, c'est que l'héritage institutionnel du Général de Gaulle, qui a donné à la France stabilité et autorité, ne peut dans cette compétition, être assuré que par moi, qui ai maintenu intactes, de 1974 à 1981 les institutions de la Vème République et ne peut certainement pas être assuré par l'adversaire du Général de Gaulle du premier jour, depuis 1956...

(applaudissements) et qui donne d'ailleurs la preuve claire, puisqu'il propose de dissoudre, dès le lendemain, la majorité que vous avez élue et qui, notamment dans les Alpes-Maritimes, représente cette continuité de la Vème République.

Voilà les conséquences du choix de mon adversaire.

Il y a deux changements entre le premier tour et le second tour : dans le premier tour, je disais " concurrent ", parce que j'avais des concurrents, dans le second tour, je dis " adversaire ", parce que le choix qu'il propose à la France est un choix que j'entends combattre; (applaudissements)... et de même que dans le premier tour, nous terminions nos réunions par le Chant du Départ, parce que là aussi c'était un chant pour lequel j'ai depuis la Libération un attachement personnel, maintenant, c'est le deuxième tour, nous terminerons tout à l'heure notre réunion par notre hymne national; (applaudissements)

Le premier tour est fini. Il est fini, ne le prolongeons pas. Je représente aujourd'hui tous ceux qui n'appartiennent pas aux familles marxistes. Ceci me crée un devoir et ceci vous crée aussi un devoir.

Mon devoir est d'unir. Je le ferai sans arrière-pensée, cordialement, simplement, à l'image de cette représentation parlementaire des Alpes-Maritimes réunie sur cette tribune. Il n'y aura pas les bien-aimés du premier tour et les mal-aimés du second tour, il y aura uniquement toutes celles et tous ceux qui auront combattu et gagné.

Voilà mon devoir ! (applaudissements)

Votre devoir est de voter pour la majorité; je dis voter pour la majorité, parce que je trouve toujours un peu difficile de dire voter pour moi, mais enfin cela se ressemble. (applaudissements)

Votre devoir est de voter pour la majorité, mais il est aussi de vous battre pour elle, car la majorité ne peut être battue que par elle-même. Regardez les chiffres du premier tour, je ne dis

majorité ne peut être battue que par elle-même. Regardez les chiffres du premier tour, je ne dis pas seulement dans les Alpes-Maritimes, mais sur le plan national, les candidats de la majorité ont rassemblé plus de 49% des auxquelles s'ajoutent les voix qui se sont portées sur tel autre de ceux qu'on appelle les petits candidats, et ceci veut dire que seule la division peut nous faire perdre, d'où mon devoir qui est d'unir, d'où mon devoir, Monsieur Soveco, qui est d'entendre et de comprendre ce que vous avez voulu exprimer au premier tour, mais d'où aussi votre devoir qui est de vous battre pour que pas une seule voix ne manque à la majorité le 10 mais et qu'elle confirme ainsi le premier tour... (applaudissements)

Effaçons donc sans arrière-pensée les conséquences de la compétition normale du premier tour, car s'il y a deux tours, c'est bien pour qu'il puisse y avoir une compétition au premier tour, et même si l'ardeur nous entraîne, ou vous entraîne les uns et les autres, il faut que cette ardeur, nous lui donnions un autre objectif pour le second tour, c'est-à-dire un objectif national.

La famille gaulliste dont vous parliez est un des grands courants permanents de la politique française et elle a servi la France dans la guerre comme dans la paix.

C'est pourquoi j'ai besoin de son concours actif pour assurer le maintien des institutions de la Vème République.

La Vème République repose depuis l'origine sur l'union et l'ensemble des familles majoritaires, compte tenu naturellement de leur tempérament ou de leur sensibilité particulière, la désunion serait la fin des institutions de la Vème République et cette désunion serait la fin pour l'élection présidentielle, elle serait aussi la fin pour l'élection législative qui suivrait, car imaginez les rancœurs et les rancunes de ceux qui se seraient divisés pour l'élection présidentielle, ces rancœurs et ces rancunes les amèneraient à s'affronter lors des élections législatives et ainsi, toute l'activité de la Vème République serait remise en question. Aucun de nous n'en veut !

C'est pourquoi nous devons faire passer avant toute considération l'unité de la majorité pour l'unité de la France ! (applaudissements)

Qu'est-ce que je proposerai de faire au lendemain de l'élection ?

Ce sera d'examiner ensemble, c'est-à-dire avec les parlementaires appartenant à l'ensemble des formations de la majorité, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, les enseignements à tirer de la campagne et les traduire dans trois directions que je demanderai au nouveau Gouvernement d'entreprendre :

- l'emploi des jeunes,
- la libération de l'initiative et des forces productives,
- le réexamen de certaines charges ou de certaines contraintes qui pèsent trop lourdement sur la vie de notre pays. (applaudissements)

En réalité, entre les deux adversaires du deuxième tour, il y en a un qui vous dit : davantage d'Etat, davantage de fonctionnaires, davantage de contrôle, davantage d'interventions, davantage d'administrations, et il y en a un autre, qui est moi, et qui répond : moins d'Etat, nous sommes entrés maintenant dans une période où les Françaises et les Français ont un niveau de connaissances, de formation et de responsabilité qui leur permet d'exercer leurs responsabilités sans être pris en main par des tutelles administratives ou bureaucratiques qui les oppressent. (applaudissements)

Je crois vous avoir entendu, Monsieur Soveco, c'est un des enseignements de cette campagne, car au cours de la campagne, les Françaises et les Français se sont largement exprimés contre les excès de la bureaucratie et pour la responsabilité individuelle.

Jacques Chirac a développé ce thème et je dis qu'il a eu raison de le faire. (applaudissements)

Nous devons lutter contre une sorte de socialisme rampant qui se traduit pour les personnes, comme pour les entreprises, par un excès de réglementation et de charges, mais nous n'échapperons pas au socialisme rampant en nous jetant dans le socialisme galopant ! (applaudissements)

Je proposerai une série d'allègements des charges héritées du passé pour pouvoir repartir d'un bon pied et pour que chacun sente tout à coup que ces contentieux qui traînent depuis si longtemps avec l'administration, ils en sont largement libérés, pour qu'ils puissent se consacrer à leurs tâches de production et de progrès... (applaudissements)

Nous demanderons également à l'Assemblée Nationale, et nous avons là d'éminents spécialistes, de se saisir des projets en cours, et notamment de celui de la réforme de la taxe professionnelle, à laquelle je ne suis pas personnellement attaché et comportant l'examen d'une ressource de substitution pour les collectivités locales, si cette formule peut nous être proposée;

(applaudissements)

Voilà les enseignements tirés du premier tour.

Et quels sont nos autres objectifs nationaux à poursuivre ? Je vous les énumère :

Poursuivre notre effort d'indépendance énergétique pour nous libérer de l'effet des chocs pétroliers, des chocs pétroliers du passé, des chocs pétroliers du futur.

Vous savez que mon adversaire propose d'interrompre notre effort, je n'en aperçois pas le motif, je crois que nous sommes en train de reprendre l'avantage sur les autres, grâce à notre indépendance énergétique nationale et je vous proposerai donc de poursuivre cet effort.

(applaudissements) tout en faisant appel, bien entendu, aux sources d'énergies nouvelles qui vont venir progressivement relayer les anciennes et je pense à l'énergie solaire dans votre région dont vous savez qu'elle pourra apporter progressivement une contribution significative.

Deuxième objectif : investir à nouveau dans nos entreprises.

Une des raisons pour lesquelles je ne souhaite pas la prolongation indéfinie du festival électoral, c'est que l'investissement et même l'activité économique sont actuellement suspendus en France, ne vous y trompez pas, et je souhaite qu'au lendemain de l'élection, il puisse y avoir, au contraire, un nouveau départ d'activité et d'investissement et nous le faciliterons par le grand emprunt franco-allemand qui serait lancé dès la deuxième quinzaine du mois de mai.

(applaudissements)

Il faut aussi maintenir notre effort de solidarité envers les personnes âgées, envers les familles, envers les handicapés, envers les femmes seules... (applaudissements), envers les travailleurs manuels.

Un mot sur les personnes âgées : vous savez dans quelle proportion leurs conditions matérielles et morales ont été revalorisées au cours du septennat, en fait, malgré la crise, aux alentours de 65 % de majoration de leurs ressources réelles, je ne parle pas des ressources qui sont dévorées par les prix... 65 % ! ... Ces personnes âgées, que nous laissions dans une situation de détresse et parfois de misère qui était indigne de la France, ont vu à la fois leurs ressources revalorisées et en même temps leur rôle, leur influence, leur fonction dans la société française reconsidérées.

(applaudissements)

A ces catégories, j'ajouterai les rapatriés; (applaudissements); ces rapatriés pour lesquels nous avons commencé, au cours de mon septennat, un effort important de solidarité nationale et dont j'ai été personnellement choqué qu'il ait été contesté ou ignoré par certains... Je ne dis pas que cet effort suffise tel qu'il est à l'heure actuelle, à régler tous les problèmes, mais je dis que c'est un effort de solidarité considérable : 11 milliards de francs d'indemnités versés entre la loi de 1978 et le jour où je vous parle, l'achèvement du règlement de tous les dossiers d'ici la fin de la présente année, comme le confirmait récemment le Secrétaire d'Etat Dominati...

(applaudissements)

J'ai indiqué dans d'autres villes, à Montpellier, à Aix-en-Provence ce que nous continuerons de faire vis-à-vis des rapatriés. J'en parlerai d'ailleurs tout à l'heure à Toulon, dans le Var, et je vous demande de vous reporter à ce que j'ai dit concernant la revalorisation des titres d'indemnisation, de façon que leur valeur ne soit pas entamée par l'inflation, concernant la mobilisation de ces titres, concernant l'égalisation des retraites.

Tout ceci, nous avons les moyens de le faire.

Solidarité enfin vis-à-vis des Français musulmans (applaudissements)... dont je vous rappelle sans y insister qu'il a fallu attendre mon septennat, c'est-à-dire 1974, pour que leur situation matérielle et morale soient enfin prises en considération, alors qu'ils avaient servi notre cause, alors qu'ils avaient été coupés de leurs racines, et alors qu'on les faisait vivre dans ces hameaux, dans ces villages que vous connaissez, qui n'étaient dignes, ni d'eux, ni de nous.

(applaudissements)

Autre objectif... et là dans les derniers objectifs que je vais vous citer, je retrouve des thèmes que j'évoquerai dans un instant quand je vous parlerai des Alpes-Maritimes, parce que ce sont aussi ces thèmes pour la France et pour les Alpes-Maritimes... d'abord protéger la qualité de la vie, faire en sorte que la France reste le pays de la douceur de vivre, que nous protégeons ses paysages, que nous fassions en sorte que notre nature, une des plus belles du monde, reste une nature accessible et protégée, et donc continuer l'effort qui a été entrepris depuis sept ans et qui s'est marqué d'ailleurs dans votre région par d'importantes réalisations.

Autre objectif : placer la France dans le peloton de tête des pays les plus avancés. Mes amis niçois, savent, parce que je leur répète ceci depuis longtemps, qu'il y a une Californie française et que cette Californie française elle va en réalité de Nice et même de Menton, jusqu'à Perpignan et même elle va plus loin, en réalité, parce que la Californie a un arrière-pays, elle va en réalité de Menton jusqu'à Toulouse, jusqu'à Agen, nous avons une Californie française, nous avons une terre de soleil et d'eau, une terre de civilisation, une terre où il y a d'excellentes formations scientifiques et universitaires, et je n'ai jamais compris pourquoi la Californie française était moins riche que l'autre.

Eh bien, je crois que nous avons les moyens de faire rejoindre, par la Californie française, le niveau de la Californie américaine. C'est d'ailleurs en cours... (applaudissements)... c'est en cours à certains égards autour de votre ville... quand je vois maintenant les infrastructures, quand je vois ce qui a été entrepris sur le plan scientifique et technique, je pense que la France a la capacité de rejoindre ce peloton de tête et je vous citerai à cet égard deux exemples.

Je vous l'ai dit en commençant, s'il était possible de rencontrer individuellement toutes les Françaises et tous les Français dans cette campagne, de leur parler, le vote de la majorité serait un vote de 70 %... d'ailleurs, ce sera le vote des français de l'étranger, parce qu'ils voient la situation du monde et ils ont des éléments de comparaison.

Eh bien, regardez comme il est difficile de faire transmettre une information simple : nous venons de dépasser, il y a de cela quelques mois, le niveau de consommation individuelle des Américaines et des Américains. A l'heure actuelle, une Française ou un Français, vous, Madame, vous, Monsieur, consommez désormais un peu plus qu'une Américaine ou un Américain... qui le sait ? Cela a été imprimé, on a vu quelques lignes, mais qui se rend compte de cette transformation profonde de notre pays ? Qui se rend compte qu'elle nous offre de vastes perspectives pour l'avenir ?

Mes deux derniers objectifs sont nationaux : quelqu'un, dans une réunion, c'était hier, me passait un petit papier que j'ai mis dans ma poche, parce qu'on me remet des lettres, des papiers de toutes sortes, il y avait donc un petit papier m'indiquant : voilà ce que vous devriez faire dans vos réunions... et je suis ce conseil... il me disait : il faut dire aux Français qu'il ne s'agit pas d'élire le Président des mécontents, il s'agit d'élire le Président de la France ! (applaudissements) En réalité, ce n'est pas moi que vous applaudissez, c'est lui, s'il regarde la télévision, il écouterait vos applaudissements ! ...

Mes deux grands enjeux nationaux : continuer l'effort de défense indépendante de la France. Cet effort que la majorité a été seule à conduire depuis vingt trois ans, il n'y a que les parlementaires de la majorité, donc présents sur cette tribune, qui ont voté nos crédits de défense depuis 1958, personne d'autre... et donc, si nous avons à l'heure actuelle une défense qui assure notre indépendance et très largement notre sécurité, dans le respect, bien entendu, de nos alliances, c'est à ceux qui ont voté, à ceux qui ont travaillé, à ceux qui servent dans nos forces que nous le devons, et j'entends bien poursuivre cet effort.

D'ailleurs, je me posais la question suivante quel pourra être... quel pourrait être le rapport psychologique entre mon adversaire, dont la Constitution fait le chef de nos armées, et ces hommes et ces femmes qui servent dans nos forces, qui se diront : voilà quelqu'un qui nous commande et qui, en vingt-trois ans, ne nous a pas donné un centime de ressources pour nous équiper pour nous faire vivre pour assurer notre place dans la nation ? (applaudissements)

Continuer l'effort de défense et en même temps nous battre pour la paix. Il ne doit pas y avoir d'ambiguïté dans le combat pour la paix, le combat pour la paix ce n'est pas du tout d'accepter les conditions de la victoire des autres, le combat pour la paix est d'accepter toutes les conditions de la victoire de nos armées.

les conditions ou les ukases des autres, le combat pour la paix, c'est d'explorer toutes les voies des solutions pacifiques des problèmes jusqu'à ce que ces voies ayant été explorées, hélas, il n'y ait plus d'autre ressource que l'affrontement.

Eh bien, regardez comme il est difficile de faire transmettre une information simple : nous venons de dépasser, il y a de cela quelques mois, le niveau de consommation individuelle des Américaines et des Américains. A l'heure actuelle, une Française ou un Français, vous, Madame, vous, Monsieur, consommez désormais un peu plus qu'une Américaine ou un Américain... qui le sait ? Cela a été imprimé, on a vu quelques lignes, mais qui se rend compte de cette transformation profonde de notre pays ? Qui se rend compte qu'elle nous offre de vastes perspectives pour l'avenir ?

Mes deux derniers objectifs sont nationaux : quelqu'un, dans une réunion, c'était hier, me passait un petit papier que j'ai mis dans ma poche, parce qu'on me remet des lettres, des papiers de toutes sortes, il y avait donc un petit papier m'indiquant : voilà ce que vous devriez faire dans vos réunions... et je suis ce conseil... il me disait : il faut dire aux Français qu'il ne s'agit pas d'élire le Président des mécontents, il s'agit d'élire le Président de la France ! (applaudissements) En réalité, ce n'est pas moi que vous applaudissez, c'est lui, s'il regarde la télévision, il écouterait vos applaudissements ! ...

Mes deux grands enjeux nationaux : continuer l'effort de défense indépendante de la France. Cet effort que la majorité a été seule à conduire depuis vingt trois ans, il n'y a que les parlementaires de la majorité, donc présents sur cette tribune, qui ont voté nos crédits de défense depuis 1958, personne d'autre... et donc, si nous avons à l'heure actuelle une défense qui assure notre indépendance et très largement notre sécurité, dans le respect, bien entendu, de nos alliances, c'est à ceux qui ont voté, à ceux qui ont travaillé, à ceux qui servent dans nos forces que nous le devons, et j'entends bien poursuivre cet effort.

D'ailleurs, je me posais la question suivante quel pourra être... quel pourrait être le rapport psychologique entre mon adversaire, dont la Constitution fait le chef de nos armées, et ces hommes et ces femmes qui servent dans nos forces, qui se diront : voilà quelqu'un qui nous commande et qui, en vingt-trois ans, ne nous a pas donné un centime de ressources pour nous équiper pour nous faire vivre pour assurer notre place dans la nation ? (applaudissements)

Continuer l'effort de défense et en même temps nous battre pour la paix. Il ne doit pas y avoir d'ambiguïté dans le combat pour la paix, le combat pour la paix ce n'est pas du tout d'accepter les conditions où les ukases des autres, le combat pour la paix, c'est d'explorer toutes les voies des solutions pacifiques des problèmes jusqu'à ce que ces voies ayant été explorées, hélas, il n'y ait plus d'autre ressource que l'affrontement.

Mais j'ai toujours pensé que pour tout Chef d'Etat, il y avait une première obligation de conscience qui était de ne jamais engager son pays dans l'aventure, s'il n'avait pas au préalable exploré, mesuré toutes les possibilités existantes de régler les problèmes par des voies pacifiques. (applaudissements)

Pendant mon septennat, je n'ai rien cédé à personne. Vous pouvez prendre une feuille de papier, je n'ai rien cédé à personne... Il y avait de l'autre côté de la Manche une Dame de Fer, il y avait en France un Président de la République qui avait des nerfs d'acier ! (applaudissements)

Ni dans le domaine de la pêche, où il y avait des craintes, ni dans le domaine de l'agriculture où il y avait des angoisses, y compris dans les Alpes-Maritimes, nous n'avons rien cédé, et je continuerai, bien entendu, à défendre les intérêts de la France.

Mais je mets la paix au premier rang des intérêts de la France. Si nous pouvons la maintenir en paix dans la dignité, bien entendu, et dans le respect de tous nos grands principes de liberté et d'indépendance, la France se transformera d'elle-même.

Je suis convaincu, et ce serait volontiers un de mes slogans, si nous vous donnons la paix, les Français feront le reste. (applaudissements)

Un mot sur les Alpes-Maritimes : d'abord, comment la majorité ne serait-elle pas unie dans une région qui a vu l'œuvre des trois Présidents successifs de la Vème République ? ! Le Général de Gaulle et M. Pompidou avaient d'abord porté leur effort sur la Provence, car c'est eux qui ont engagé avant moi le grand complexe industriel et portuaire de Fos. J'ai prolongé cet effort en

direction de la Côte d'Azur et des Alpes méridionales... J'ai voulu en effet que l'activité de la Côte d'Azur continue de reposer largement sur sa vocation touristique, mais en même temps qu'ils viennent s'y ajouter d'autres activités permettant un emploi diversifié pour l'abondante jeunesse des Alpes-Maritimes, et cette politique se résume en trois points :

- Communications,
- Industries de pointe,
- Environnement.

Communications : pendant le premier septennat, la région niçoise a ouvert les plus grands chantiers de son histoire : la prolongation de l'autoroute jusqu'à l'Italie, la construction d'une nouvelle aérogare, quatre fois plus grande que l'ancienne, le début de l'aménagement d'un nouveau port de commerce.

En matière de télécommunications, les Alpes-Maritimes ont désormais, avec Paris, et à égalité, l'équipement le plus moderne d'Europe, et ainsi cette grande région d'échanges et de passages qui restait isolée sur le plan routier assez largement et qui restait inaccessible pendant trois mois sur le plan des télécommunications, est maintenant dotée des facilités les plus modernes...

(applaudissements)... Je vois le Maire de Nice qui m'approuve. (applaudissements)

Les industries de pointe : Nice est devenue l'une de nos capitales de l'électronique et je sais d'ailleurs qu'il n'y a pas que l'électronique dans la région niçoise. J'ai reçu récemment à l'Élysée un jeune dirigeant d'entreprise de l'industrie du vêtement, car l'industrie du vêtement est aussi une industrie d'avenir pour la région de Provence et pour les Alpes-Maritimes. (applaudissements)

C'est de mon temps qu'a été inaugurée à Valbonne cette nouvelle cité de la sagesse et de la science... (applaudissements)... qui occupe la superficie de cinq arrondissements parisiens et au cours des deux dernières années, une dizaine d'entreprises ont décidé d'y créer un millier d'emplois de très haut niveau dans l'aéronautique, dans la robotique et dans la recherche en informatique.

A partir de ce noyau, je souhaite que se développe dans toute la région niçoise mais je dois dire aussi varoise, cette présence des industries de pointe qui réalisera l'alliance exceptionnelle entre la qualité de vie de votre région et la qualité de l'emploi et du travail de ceux qui viendront y vivre.

Il y a quelques rares lieux dans le monde où le XXIème siècle est déjà présent, eh bien un de ces lieux est situé dans les Alpes-Maritimes. Valbonne est de ceux-là. (applaudissements)

L'environnement : la France est le premier pays méditerranéen à avoir décidé de protéger ses espaces naturels contre l'anarchie et aussi contre la pollution.

Pour illustrer le travail en profondeur que nous avons accompli, je vous donnerai seulement deux images :

La superficie des espaces naturels protégés dans l'ensemble de la France est désormais supérieure à celle de toutes les zones construites et votre région a contribué à cette politique avec le parc naturel du Mercantour qui a donné lieu à de longs débats et qui a été courageusement défendue à l'époque par M. Icart, parc naturel que je me propose d'aller visiter l'été prochain, en compagnie des représentants de votre département. (applaudissements)... j'irai de toute façon !

- Deuxième image : les terrains acquis par le Conservatoire du Littoral sur l'ensemble des côtes françaises représentent désormais une longueur de côte équivalente à la distance qui sépare Cannes de Marseille, et ainsi nous aurons un équilibre entre les zones construites et les zones qui préserveront la qualité de notre espace naturel.

Pour l'avenir, je proposerai qu'après la protection de la montagne et du littoral, notre effort porte sur l'épuration des eaux. C'est pourquoi, Monsieur le Maire, l'Etat aidera Nice et les grandes cités méditerranéennes à financer leur programme d'assainissement. (applaudissements)

J'ai dit " Monsieur le Maire " J'aurais pu dire " Messieurs les Maires " naturellement, s'il y a d'autres projets.

Je vous rappelle que nous sommes le 1er mai. Aujourd'hui à Cagnes, en France, dans presque tous les pays industriels du monde, c'est la Fête du Travail, c'est-à-dire la fête des travailleurs. C'est pour rendre hommage au travail que j'ai souhaité que soient à l'honneur ce soir devant

vous, à côté des élus des Alpes-Maritimes, huit représentants des Meilleurs Ouvriers de France, et vous pouvez les applaudir ! (Vifs applaudissements)

Comme je l'ai dit devant eux l'année dernière, les Meilleurs Ouvriers de France, ce sont aussi les meilleurs ouvriers de la France.

La revalorisation du travail manuel a été un effort prioritaire durant mon septennat, afin que la dignité du travail manuel retrouve sa juste place dans notre société, et afin que les jeunes Françaises et les jeunes Français qui sont attirés par le travail manuel aient le sentiment qu'ils s'engagent dans une filière qui leur ouvre autant de perspectives de vie et de carrière que les autres.

La Fête du Travail, pour moi c'est la fête de 21 millions de Françaises et de Français qui n'ont jamais été aussi nombreux au travail, car malgré la crise, malgré le difficile problème du chômage, nous sommes un des rares pays d'Europe dont la population active a continué à augmenter malgré la crise. 21 millions de Françaises et de Français qui se rendent tous les jours à leur travail pour édifier la France.

La Fête du Travail ne se réduit pas aux défilés de ceux qui revendiquent ! (applaudissements)

D'ailleurs j'observe la manière dont on conduit certains thèmes. Tel ou tel candidat dit : je représente les travailleurs. Mais j'ai été placé en tête de tous les candidats dans le département du Nord qui est un grand département industriel français. (applaudissements)

Il y a dans toutes les catégories de travailleurs celles et ceux qui nous apportent massivement leur confiance et leur soutien, confiance qui ne sera pas déçue.

C'est pourquoi je souhaite associer solennellement tous les Français, tous ensemble, à ce 1er Mai, à cette fête de leur travail, et je souhaite leur dire : votre travail pour construire une France forte mérite mieux que le mépris de ceux qui disent que vous n'avez rien fait pendant sept ans ! (applaudissements)

Mes chers amis, avant de vous quitter avec regret... et d'ailleurs, je me souviens d'une de mes premières réunions, où pourtant j'avais parlé un peu longuement à mon avis, lorsque j'ai dit : je vais partir, une partie de l'assemblée a dit : non, non, nous voulons vous garder ! Eh bien, je souhaite que les Niçois fassent le nécessaire à cet égard le 10 mai ! (applaudissements)

Mais mon ambition, car je vous rappelle avant de vous quitter que c'est un enjeu pour la France, un enjeu qui me dépasse, mon ambition est de faire de la France un grand pays, une nation forte et paisible, qui inspire à l'extérieur à la fois le respect pour ce qu'elle est et l'envie pour ce qu'elle est capable d'accomplir, une nation qui soit en même temps généreuse et fraternelle, qui n'oublie pas les plus faibles, qui ne maltraite pas les plus démunis. Une nation dont on se dise dans le monde : Ah ! si le monde pouvait lui ressembler... (applaudissements)

Eh bien je crois que ceci, nous pouvons le faire ensemble. C'est le seul choix possible pour la France, c'est donc celui que vous ferez pour elle.

Vive Nice ! Vivent les Alpes Maritimes ! Vive la France ! (Vifs applaudissements)